

PAGES LOCALES

08/09/2016

ÉDUCATION

Une école mais pas de toit pour des jeunes étrangers

La journée en cours, à la rue le soir, des jeunes étrangers ont fait leur rentrée dans ces conditions dans l'Oise. Certains d'entre eux ont manifesté hier leur désarroi.

MÉLANIE CARNOT



Dans leur sac à dos, leurs livres scolaires mais aussi de quoi survivre le soir une fois dehors.

Il est venu demander un toit, directement dans les locaux du pôle solidarité du conseil départemental de l'Oise. Depuis le 21 août, Dramemakan, 18 ans, dort dans la gare de Beauvais. Expulsé du foyer JCLT, cet élève du lycée Corot, en deuxième année de CAP maçonnerie, retrouve chaque soir des « copains de galère », comme Mohammed, en CAP électricité dans la rue depuis le 8 juillet. De jeunes étrangers comme lui qui ne bénéficient plus de l'ASE (Aide sociale à l'enfance) depuis leur majorité. Jeudi dernier, pourtant, ils ont repris leur chemin du lycée.

« Ce sont des élèves qui ont souvent de bons résultats scolaires. Ils ont tellement peur qu'on leur retire la possibilité de poursuivre leurs études qu'ils travaillent plus que les autres », soulève Martine Kachouche, membre du collectif Solidarité migrants, qui les soutient. Depuis presque un an, le conseil départemental de

l'Oise, qui compte parmi ses compétences l'Aide sociale à l'enfance, ne renouvelle plus les contrats de jeunes majeurs par souci de rigueur budgétaire.

ILS ONT PEUR DU REGARD

DES AUTRES ÉLÈVES

Ce que ces jeunes et leurs défenseurs n'admettent toujours pas en cette nouvelle année scolaire. « *Je ne veux pas que mes camarades de classe sachent que je dors dehors, je ne veux pas être jugé* », témoigne Mohammed, qui retrace son année scolaire passée, selon lui, sans vagues. Quelques jours après son expulsion, Dramemakan a vendu ses outils de maçonnerie, des fournitures dont il a pourtant besoin pour continuer son cursus. « *C'était pour manger* », raconte-t-il. La semaine dernière, la direction de l'établissement où il étudie a évoqué la possibilité de lui en procurer de nouveaux. « *On mange à la cantine gratuitement le midi. Mais c'est parfois le seul repas que l'on va avoir dans la journée* », évoquent les deux lycéens.

Hier, après les cours, ces jeunes ont rejoint le collectif Solidarité migrants, parti défendre leur cause dans les locaux du pôle solidarité du conseil départemental de l'Oise, à Beauvais. « *Vous avez des enfants, quand ils ont 18 ans, vous ne leur dites pas d'aller dormir dehors faute de places. Vous vous organisez pour continuer à les accueillir* », a interpellé à l'adresse du directeur de ce service, Aïchata, 20 ans, élève de terminale en bac professionnel vente à Beauvais. Depuis 2013, elle bénéficiait de l'ASE.

« *J'ai pleuré quand on m'a annoncé que tout ça s'arrêterait en août dernier. Ce que je veux, c'est poursuivre mes études. Je me bats pour l'école, pour mes papiers, et maintenant pour l'ASE. C'est trop pour des jeunes comme nous* », livre celle qui travaille en parallèle comme femme de ménage pour vivre. Aïchata trouve même le temps de consacrer deux après-midi dans sa semaine à la distribution de nourritures avec les Restos du cœur. De l'aide, c'est elle qui en demande désormais.

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)